



Il faut un autre budget de l'Éducation nationale, pour une autre politique éducative !

Dans un contexte social marqué par les mobilisations contre le projet de réforme des retraites, les organisations FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Éducation, pleinement impliquées dans l'action inter professionnelle, appellent les personnels de l'éducation nationale à manifester massivement avec l'ensemble de la population. Dans la Nièvre, les rassemblements pourtant fréquents atteignent des niveaux historiquement hauts, mardi 19 nous étions encore 16 000 à clamer notre opposition au projet gouvernemental.

Le mouvement de grève, ce même jour, s'est heurté dans le premier degré à l'application de la loi sur le service minimum d'accueil, application particulièrement restrictive de la loi faite par Monsieur l'Inspecteur d'Académie. Nous contestons son appréciation du délai de 48 heures devant séparer la notification de la déclaration d'intention aux services et le jour de la grève. Le droit de grève, droit constitutionnellement garanti, ne saurait être conditionné par l'heure d'ouverture d'une boîte aux lettres mais par l'application stricte de la loi qui l'encadre.

Pour une autre politique éducative !

Les fédérations de l'Éducation s'inquiètent des annonces gouvernementales concernant le projet de loi de finances 2011 sur le champ de l'Éducation nationale, qui confirment une nouvelle saignée. La politique dogmatique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite impacte particulièrement notre ministère.

16 120 suppressions d'emplois sont programmées pour la seule mission « enseignement scolaire », parmi lesquelles 8 967 postes dans le 1er degré, 4 800 dans le second degré et 600 emplois de personnels administratifs. Tous les niveaux d'enseignement sont gravement touchés, tous les personnels sont concernés.

Les opérateurs sous tutelle du MEN devront rendre 34 emplois (Céreq, CIEP, Cned, INRP, Onisep, Scéren-CNDP et dans la Nièvre nous connaissons les inquiétudes qui pèsent sur le CDDP). L'enseignement technique agricole perdra, lui, 145 postes.

Cette année encore, l'inégalité de traitement public/privé est flagrante.

Le cynisme gouvernemental et ministériel touche à la provocation, quand « Bercy » précise que le projet de budget 2011 s'appuie sur « un dialogue de gestion rénové avec les académies », au vu de « l'ampleur des moyens consacrés à l'éducation au plan national et la diversité des situations locales ». En clair, ce sera aux académies de faire le travail de coupe, en utilisant les désormais fameux « leviers d'action » que sont notamment l'augmentation des effectifs des classes, la poursuite de la baisse de la scolarisation des enfants de 2 ans, la suppression des RASED, la diminution du potentiel de

remplacement, les économies faites dans tous les secteurs de l'Éducation (école, collège, lycée, lycée professionnel, services centraux et services déconcentrés, sociaux et de santé), et sur la formation des enseignants...

Qu'en sera-t-il de la Nièvre ?

Les 13 fiches ministérielles de conseils aux Inspecteurs d'Académie divulguées l'an dernier, font craindre le pire. Ruralité, petites structures, moyenne d'élèves par classe, nombreux dispositifs ZEP (RRS réseaux de réussite scolaire) mais pas de RAR (réseaux "Ambition réussite") ni de CLAIR (collèges et lycées pour l'Ambition, l'Innovation et la Réussite). La Nièvre toute entière serait zone de recherche d'efficience ! Pourtant nous n'estimons pas que la situation du département soit très enviable. Comment comptez-vous Monsieur le Préfet, Monsieur l'Inspecteur d'Académie défendre le département que vous avez la charge d'administrer ?

Les satisfecit ministériels et les expérimentations diverses ne peuvent masquer l'évidence : l'ambition éducative pour tous les jeunes n'est plus une priorité en France. Cette poursuite des suppressions d'emplois, alors que les effectifs d'élèves se maintiennent, ne permettra pas au système éducatif de répondre au défi : aller vers plus de démocratisation des savoirs. Et ce sont les élèves des milieux les plus défavorisés qui en seront les premières victimes.

Nous ne pouvons accepter cette mise à mal du service public d'éducation qui concerne l'ensemble des usagers et des personnels. C'est d'une autre ambition éducative et d'un autre budget dont notre École a besoin pour assurer la réussite de tous et améliorer les conditions de travail des personnels.

Sans réponse positive à nos inquiétudes, nous aurons à cœur d'organiser des réactions avec les fédérations de l'Éducation nationale afin de peser sur les choix budgétaires.